

LUNDI, le 1^{er} Avril 1811.

INTÉRIEUR.

AMSTERDAM, den 31 Mars.

EXTRAIT des minutes de la secrétairerie d'état.

Au palais des Tuileries, le 27 février 1811.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, SEIGNEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHEN, MÉDAILLON DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE.

Rapport de notre ministre des finances, duquel il résulte que les biens d'origine ecclésiastique ont été en partie, à la réformation, affectés à des établissemens auxquels ont été admis que des nobles, ou qu'ils ont été exclusivement au profit de l'ordre équestre, tels que les abbayes de Ter-Huurne et de Zennewynst et du d'Ophersden. Une partie de ces biens ont été possédés d'usufruit, seulement par des titulaires, qui étaient cet usufruit le recevaient à titre gratuit; et les anciens titulaires de divers chapitres, tels que les chapitres St. Martin, dit den Dom, St. Sauveur, dit St. Jan, St. Pierre et St. Marie, à Utrecht.

On trouve d'autres biens d'origine ecclésiastique, qui ont été affectés à des ordres militaires ou à d'autres corporations, et qu'il importe de prendre les mesures nécessaires à la conservation de ces biens.

On laisse à leur destination les biens ecclésiastiques, qui sont affectés aux dépenses relatives à l'instruction publique, à des ministres des cultes et à acquitter les autres dépenses de service.

On laisse aussi pourvoir aux intérêts de ceux qui ont obtenu la possession qui a été concédée, et même de ceux qui ont obtenu la possession de ces biens, par la privation de leur pension ou de leur indemnité.

Le conseil d'état entendu, nous avons décrété et décrêtons :

Tous les biens d'origine ecclésiastique dans les départements de la Hollande, autres que ceux dont les revenus sont affectés au salaire des ministres des cultes, à leurs dépenses de l'instruction publique, sont réunis au domaine de l'état.

On réunit également les biens ci-devant possédés par des corporations ou établissemens supprimés ou par des corporations supprimées.

Le ministre des finances donnera les ordres nécessaires, qu'il soit, sans délai, pris possession desdits biens, et qu'il soit, par la régie des domaines en Hollande.

Les titulaires actuels et possesseurs de biens, mentionnés dans les précédents, fourniront dans trois mois, au secrétaire d'état, les justificatifs de leur possession et les quittances qu'ils auraient pu payer; ils y joindront un état de leur revenu net des charges pendant les cinq dernières années.

Le ministre des finances fera procéder à leur vérification; il en fera l'état général et le transmettra à notre ministre des finances, avec ses observations en faveur des divers titulaires, pour être liquidé ce qu'il sera vu appartenir à chacun d'eux.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(signé) N A P O L É O N

Le ministre secrétaire d'état,

(signé) H. B. duc de Bassano.

Le ministre des finances,

(signé) Le duc de GABRIEL.

Le conseiller d'état, intendant-général des finances et du trésor impérial en Hollande,

(signé) G. O. L.

Le maître des requêtes, comte de l'empire, membre de la légion d'honneur, préfet du département du Zuiderzée,

MARDI 10, den 1^{er} April 1811.

BINNENLANDSCHE BERIGTEN.

AMSTERDAM, le 31 Mars.

EXTRACT uit de minuten der staats-secretaar.

In het paleis der Tuileries, den 27sten february 1811.

NAPOLÉON, KEIZER DER FRANSCHE, KONING VAN ITALIË, BESCHERMER VAN HET RIJNVERBOND, BEMIDDELSAAN VAN HET ZWITSERCH BONDGENOOTSCAP.

Op het rapport van onzen minister van finantiën, waaruit blijkt :

Dat de goederen van geestelijken oorsprong, ten tijde van de hervorming, gehecht zijn geworden aan stichtingen, waarvan de adel alleen toegelaten werd, of dat zij uitsluitend bestemd zijn geworden ten voordeele van de ridder-orde, zoo als de herfistingen van de abdijen van Ter Huurne en de Zennewynst en van het klooster van Ophersden.

De gemelde goederen gedeeltelijk alleen zijn bezeten, geweest, als vrucht genot, door de titulaires, welke daaraan hetzelfde kochten, dan eens zonder uitschot verkregen, en in de plaats werden gesteld van vorige titulaires van verscheiden kapittels, zoo als die van St. Martin, genaamd den Dom; St. Sauveur, genaamd Oud Munster, St. Jan, St. Pieter en St. Maria, te Utrecht.

Dat er andere goederen van geestelijken oorsprong zijn, die aan militaire orden behoord hebben of aan andere afgeschafte gilden, en dat van belang is, dat de noodige maatregelen worden genomen tot bewaring van zoedanige goederen.

De geestelijke goederen, welke dienen tot goedmaking der kosten van publiek onderwijs, tot het salarieren der leeraren van den godsdienst, en het betalen van andere daartoe betrekkelijke kosten, tot dezelver bestemming willende behouden.

Voorts willende voorzien in het belang van diegenen, welke het bezit daarvan op een kostbare wijze verkregen, mogten hebben, en zelfs van diegenen, die door het verlies van hunne goederen aanspraak zouden hebben op pensioen of schadeloosstelling.

Onzen staatsraad gehoord, hebben wij gedecreteerd en decreteren het volgende :

1. Alle de goederen van geestelijken oorsprong in de departementen van Holland, welke reynen niet strekken tot het salarieren der leeraren van den godsdienst, tot goedmaking van de daartoe betrekkelijke kosten, of van die voor het publiek onderwijs, zijn met de domeinen vereenigd.

2. Op gelijke wijze zijn vereenigd de goederen, bevoordrecht door gilden of stichtingen, welke afgeschafte zijn, of door bevoordrecht lichamen.

3. Onze minister van finantiën zal de noodige orders geven, om, zonder verzuim, bezit van gemelde goederen te doen nemen, indien zulks niet bereids door de directie der domeinen in Holland is geschied.

4. De tegenwoordige titulaires en bezitters der goederen, in voorschreven artikelen vermeld, zullen, binnen drie maanden, aan het generale secretariaat van de Generale interdance van finantiën en van de publieke schatkist, moeten bezorgen alle de tot bewijs strekkende stukken van hunne bezittingen, en de quittantien van zulke sommen, als zij mogten hebben betaald, en daarbij voegen eenen door hen voor opregt verklaarden staat van den opbrengst, gedurende de vijf laatste jaren, van voorschreven door hen bezeten goederen. De intendant-generaal zal tot de verificatie derzelve overgaan en eenen generalen staat daarvan opmaken, hij zal dezelve aan onzen minister van finantiën verzenden, met bijvoeging van deszelfs aanmerkingen opzigtelijk de titulaires, ten einde wegens hetgeen, aan ieder van hen toekomt, te liquideren.

5. Onze minister van finantiën is belast met de executie van het tegenwoordig decreet.

(geteekend) N A P O L É O N.

Van wege den KEIZER,

(geteekend) De minister secretaris van staat,

(geteekend) H. B. hertog van Bassano.

Voor kopië conform,

(geteekend) De minister van finantiën,

(geteekend) De hertog van GABRIEL.

Voor kopië conform,

De staatsraad intendant-generaal der finantiën en van de keizerlijke schatkist,

(geteekend) G. O. L.

Voor kopië conform,

De rekestmeester, graaf des rijks, lid van het legioen van eer, prefekt van het departement van de Zuiderzee,

En exécution du décret impérial qui précède:

Arrêté:

Art. 1^{er}. Tous les biens de l'origine et de la nature spécifiées ci-dessus, sont dès ce moment frappés du séquestre, et mis sous la main de la direction des domaines.

Il est expressément défendu à tous régisseurs ou administrateurs actuels desdits biens, de se dessaisir, sans autorisation spéciale, sous quelque prétexte que ce puisse être, des deniers qu'ils ont en caisse, ou qu'ils seraient provisoirement dans le cas de percevoir jusqu'à disposition ultérieure.

3. La contravention à l'article précédent, sera poursuivie devant les tribunaux comme détournement des deniers publics.

4. Toute levée d'argent, toute hypothèque consentie sur lesdits biens, ou toute vente aliénation en fraude du décret qui précède, sont déclarées nulles, et de nulle valeur, sans préjudice des poursuites à exercer contre ceux qui s'en rendraient coupables.

5. Il est enjoint à tous administrateurs, régisseurs ou possesseurs usufruitiers des mêmes biens, sur leur responsabilité personnelle, et à peine d'être poursuivis comme détenteurs de propriétés domaniales, d'en dresser des états détaillés et complets, et de les faire parvenir sans délai au sous-préfet de chaque arrondissement, qui les transmettra sur le champ au préfet.

L'exécution de cet article est indépendante de celle de l'article 4 du décret précité, et n'est point applicable aux biens des cinq chapitres d'Utrecht, de celui de St. Jean, à Wyk-près-Duurstede, et de l'ordre Tétonique, à l'égard desquels il a été pris des mesures spéciales par M. le conseiller-d'état intendant-général des finances et du trésor public.

6. Messieurs les sous-préfets et les maires sont tenus de prendre des renseignements exacts sur les biens dont il s'agit, situés dans leurs arrondissements ou communes, et de les transmettre également sans délai au préfet; dans le cas où il n'en existerait point, ils en enverront des états négatifs.

Le présent arrêté sera traduit en hollandais, pour être publié et affiché par tout où besoin sera, à la diligence de messieurs les sous-préfets et les maires respectivement chargés de son exécution.

Ainsi fait et arrêté à Amsterdam, le 28 mars 1811.

Comte de Celles.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR a décidé que le dépôt-général de recrutement de l'armée hollandaise établi à Gorcum serait maintenu sous la condition qu'on n'y engagerait aucun homme appartenant à la conscription, monseigneur le directeur de cet établissement en a été prévenu ainsi que des justifications qu'il devra exiger pour s'assurer que les recrues de 18 à 30 ans, non étrangers, ne sont pas appelés comme conscrits, ou ont satisfait à la conscription; les hommes qui auraient déjà servi pourront être reçus jusqu'à 40 ans et on continuera à recruter des étrangers, sans pouvoir admettre aucun déserteur ni aucun sujet prussien ni autrichien.

Les sujets étrangers admissibles sont ceux de la confédération du Rhin, du grand-duché de Varsovie et de la confédération Helvétique.

Le maître-des-requêtes, comte de l'empire, membre de la légion d'honneur, préfet du département du Zuiderzée, donne avis de cette décision de SA MAJESTÉ à messieurs les maires de ce département, afin qu'ils puissent concourir à son exécution, lorsque la circonstance l'exigera.

Amsterdam, le 27 mars 1811.

Comte de Celles.

EXTERIEUR.

ESPAGNE.

MADRID, le 9 Mars.

(Extrait d'une lettre particulière.)

Le bruit se répand que la place de Badajoz s'est rendue. La garnison, forte de 8000 hommes, a été faite prisonnière de guerre, et est, dit-on, en route pour la France.

Cette nouvelle, que la position des armées en Portugal rend infiniment importante, n'est point officielle, mais il paraît probable qu'elle se confirmera.

Un quadrille de 80 brigands, qui désolait la province d'Avila, a été entièrement détruit par un détachement du 10^e de dragons envoyé à la poursuite des brigands par le colonel Domangé. Les rebelles ont été surpris dans un village pendant qu'ils dormaient. Trente-deux ont péri, parmi lesquels 2 officiers. Le chef et 43 soldats ont été faits prisonniers et conduits à Avila. On a pris 75 chevaux, un seul des brigands est parvenu à s'échapper.

Une lettre du général Suchet, commandant le 3^e corps d'armée, confirme la déroute de l'armée de Villa-Campa. Deux cents prisonniers, un grand nombre de morts, la destruction de deux fabriques d'armes, la prise de plusieurs fourgons chargés de vivres, tabacs et autres effets, tel est le résultat de cette brillante expédition.

Un avis publié par don Pedro de Mora y Loma, préfet de Madrid, annonce la continuation de la vente des biens nationaux dans plusieurs provinces de l'Espagne.

(Journal de l'Empire.)

Ter executie van het voerstaande keizerlijk decreet.

Besluit.

Art. 1^{er}. Alle goederen, van aard of afkomst zoo als reu is gespecificeerd, zijn van dit oogenblik af aan ondertratie en in handen van de directie der domeinen gesteld.

2. Het is uitdrukkelijk verboden aan alle tegenwoordige of administrateurs van zulke goederen, onder wendzel het ook mag zijn, zich, zonder speciale autorisatie het bezit te stellen van alle penningen, die zij in handen of provisioneel en tot nadere schikking zouden kunnen ont-

3. Alle overtreding van het voorgaande artikel zal vervolgd worden, als zijnde verspillen van 's lands pen-

4. Alle ingewilligde geldheffingen of hypotheecatie op de goederen gedaan, alle vervreemding of verkoop van strijdig en in fraude van het bovenstaande decreet, van deze, krachteloos en van geen waarde verklaard, en zal dien een ieder, die zich daaraan schuldig mocht maken, ten vervolgd worden.

5. En wordt aan alle administrateurs, opzigtters of gebruikers van deze goederen, onder persoonlijke verantwoordelijkheid en op straffe van vervolgd te worden, als hebbende niete eigendommen onregtmattig bezeten en verzwegen, schreyen, daarvan eene complete en omstandige opgave baal te maken, en dezelve, zonder eenig verzuim, aan der-prefekt van ieder arrondissement te doen geworpen, dezelve dadelijk aan den prefekt zal toezenden.

De uitvoering van dit artikel moet afzonderlijk behandeld van die van het 4^e artikel van voornoemde decreet niet toepasselijk op de goederen van de vijf kapitels te van dat van St. Jan, te Wyk bij Duurstede, en van sche of duitche orde, ten aanzien van welke, door staatsraad intendant-generaal van finantien en van de schatkist, bijzondere maatregelen zijn genomen.

6. De heeren onder-prefekten en maires zijn gehouden nauwkeurige onderrigtingen en aanwijzingen te verscha alle zulke goederen, gelegen in huine arrondissementen, dezelve zonder eenig verzuim aan den prefekt te toekomen, en, in gevaler geene dergelijke goederen van evenwel speciale melding te maken.

Het tegenwoordig besluit zal in het hollandsch vet door de heeren onder-prefekten en maires, belast met executie, met allen spoed, ter plaatse waar zulks beh publiceerd en geaffigeerd worden.

Aldus gedaan en gearresteerd te Amsterdam, den 27 1811.

Graaf de Celles.

2. M. de Keizer heeft besloten, dat het algemeen werving der hollandsche armee, te Gorinchem geve blijven bestaan, onder voorwaarde, dat men bij het man, in de conscriptie vallende, zal aannemen; de teur van deze inrigting is daarvan onderrigt geworden van de bewijzen, welke hij zal moeten vorderen, om te zekeren, dat de rekruten van 18 tot 30 jaren, gesu lingen zijnde, niet als conscrits zijn opgeroepen, of scriptie voldaan hebben; de manschap, welke reeds ge ten hebben, zullen tot 40 jaar kunnen worden aangem lende men bij voortdoring buitenlandse werven, zoud sche of oostenrijksche desertereurs (onderdanen te moge

De vreemde onderdanen, welke aangenomen kunnen zijn die van het Rijn-verbond, van het groothertogdom en van het Zwitsersche bondgenootschap.

De rekwest-meester, rijks-graaf, lid van het legioe prefekt van het departement van de Zuiderzee, geft dit besluit van ZIJNE MAJESTEIT aan de heeren mai departement, op dat zij tot de uitvoering daarvan mede wanneer de omstandigheden zulke vereischen.

Amsterdam, den 27sten maart 1811.

Graaf de Celles.

BUITENLANDSCHE BERIGT.

SPANJE.

MADRID, den 9 Maart.

(Uittreksel uit een bijzonderen brief.)

Het gerucht verspreidt zich, dat de vesting Badajoz is. De bezetting, 8000 man sterk, is strigsg is, zegt men, op weg naar Frankrijk.

Deze tijding, welke de stelling der legers in Portugal eindig veel gewigt maakt, is niet officieel; doch h schijnlijk, dat dezelve bevestigd zal worden.

Eene quadrille van 80 roovers, die de provincie woestte, is geheel vernield geworden door een deta het 10^e regiment dragonders, door den kolonel D hunner vervolging afgezonden. De muniters zijn overvallen, terwijl zij sliepen. Twee-en-dertig der der twee officieren, zijn gesneuveld. Het opperhoof ten zijn gevangen genomen en naar Avila gebracht. 75 paarden bemagtigd. Een eenigen der roovers is ontkomen.

Een brief van den generaal Suchet, bevelhebber leger-korps, bevestigt de nederlaag des legers van Villa Twee-honderd gevangen, een groot aantal dooden, ling van twee geweer-fabrieken, het bemagtigen van vijntuigen, met levensmiddelen, tabak en andere goe den, dusdanig is de uitslag van deze mislervolle onder

Een berigt van don Pedro de Mora y Loma, prefekt drid, kondigt de voorsetting van den verkoop der n deren, in onderscheiden provincien van Spanje, aan.

(Journal de l'Empire.)

Le professeur de ce cabinet ayant été précédé d'une grande session, les trois séances qu'il vient de donner au public de cette ville, justament sa renommée. Sa collection est nombreuse; ses appareils électriques sont dans le genre parfait. Il est impossible de développer avec plus de clarté et de clarté la cause des phénomènes dont les jeux sont si souvent frappés. Le feu, l'air et l'eau sont mis sous toutes les formes, tantôt isolés, tantôt combinés, et de la manière la plus attachante.

Il y a une trop grande tâche de donner le détail des séances de M. Bienvenu; il est nécessaire de les voir pour en avoir une juste idée. Les savants et les personnes les plus curieuses dans la physique, trouveront à ses séances, un plaisir, un délassement agréable et utile.

Staatsraad, ridder van het rijk, officier van het legioen van eer, intendant-generaal der finantien en van de keizerlijke schatkist in Holland, in aanmerking nemende de bedenking, in hoe verloop tot de afgifte der akten van patent, aan de bevoegde voorgescreven bij de advertentie van hem intendant-generaal van den 18den dezer loopende maand, vermeld in de Courrier van Amsterdam van den 21, 22 en 23sten daardende, ook geacht moest worden van applicatie te zijn tot zoodanige plaatsen alwaar de omstandigheden geboven, om de belanghebbende slechts met provisionale akten te gerieven, ten einde naderhand tegen de originele akten van patent wederom te worden ingewisseld, vermeent, ter kennis van de plaatselijke besturen te moeten brengen, voor zoo verre in hunne gemeente dergelijke provisionale akten mogten zijn afgegeven, zij op hunne verantwoordelijkheid verplicht zijn zorg te dragen, dat dezelve, naderhand den 10den mei aanstaande, tegen de gezegelde akten van patent worden ingewisseld, en dat daarin, van de geene de minste verandering plaats grijpt.

De staatsraad intendant-generaal,
den 29 maart 1811.

Staatsraad, ridder van het rijk, lid van het legioen van eer, intendant-generaal der finantien en van de keizerlijke schatkist in Holland, brengt, bij deze, ter kennis van het publiek, de materialen ontvangers-generaal, respectievelijk tot de betaling der publieke schuld van Holland bevoegde mede-ondertekening der certificaten, uitgegeven worden, ter bekoming van restitutie, ter voldoening van de renten der publieke schuld, sedert den 1sten juli 1810, als van betaling in gereeden, en het gemiddelde, verscheenen den 22sten dezer loopende maand, het decreet van Z. M. des Keizers, van den 11den maart 1811, uit kracht van de aan hun daartoe verleende, zijn benoemd geworden: te weten:

den ontvanger-generaal B. J. Berents; te Amsterdam, de
den ontvanger-generaal W. H. Druux, te Rotterdam;
den ontvanger-generaal J. M. Schermers;
den ontvanger-generaal H. E. van Marle, te Zwolle;
den ontvanger-generaal R. Meulenhoff;
den ontvanger-generaal van Haerholte, te Arnhem, de
den ontvanger-generaal J. K. Teitsma, te Leeuwarden,
den ontvanger-generaal K. Ferwerda;
den ontvanger-generaal L. T. van Hasselt, te Gronin-
den ontvanger-generaal K. W. Schultens;
den ontvanger-generaal tot de waarneming der zaken van
den ontvanger-generaal in den Haag, C. C. V. van Boetzelaar,
den ontvanger-generaal H. Roment;
den ontvanger-generaal N. Bugaille, te Leiden, de
den ontvanger-generaal H. Roskes;
den ontvanger-generaal van der Werff van Zhidland, te
den ontvanger-generaal ten zijnen kantore J. van der Kaa;
den ontvanger-generaal M. A. Dagh, te Alkmaar, de
den ontvanger-generaal G. B. van Dijk;
den ontvanger-generaal B. W. J. Visscher, te Utrecht,
den ontvanger-generaal J. N. Ermena;
den ontvanger-generaal B. R. Wicherlink, te Deventer,
den ontvanger-generaal H. Ter Gunne;
den ontvanger-generaal J. Hofstede, te Assen, de
den ontvanger-generaal ten zijnen kantore H. Everman.

De staatsraad intendant-generaal,
den 29 maart 1811.

De bezitter van dit kabinet was ons slechts bekend door zijn groote beroemdheid: de drie zittingen, door hem in het openbaar, ten dezer stede gehouden, regvaardigen den naam, dien hij zich heeft verworven. Zijn verzameling is rijk en aanmerkelijk; zijn elektrische toestel is ten hoogsten volkomen. Onmogelijk is het, met meer nauwkeurigheid en duidelijkheid de oorzaken der verschijnselen, welke zich gestadig voor oogen stelden, te ontvouwen. Het vuur, de lucht en het water worden onder alle gedaanten in werking gebracht: dan op zich zelve, dan vereenigd, en altijd op de meest uitlokkende wijze.

Het zoude eene te uitgebreide taak zijn, de proefnemingen van den heer Bienvenu ieder in het bijzonder te vermelden; om een juist denkbeeld daar van te bekomen, moet men dezelve zien. De geleerde en de in de natuurkunde het minst geoefende personen zullen in zijne zittingen onderrichting, aangename uitspanning en vermaak vinden.

Dat, wijders, de voorschrevene declaratie, zoo veel mogelijk, zullen moeten worden opgemaakt in de fransche taal, met vermelding tevens der hoofdsommen in hollandsch geld, ten van deze berekend tot francs, de gulden tot twee hundreden en een centimes.

En, teindelijk, dat voorschrevene declaratie, voortien van de gewone verklaring van deugdelijkheid, en, voor zoo verre de daarbij vermelde declaratie zijn gedaan aan of op last van eenig ambtenaar, getuigend van een behoorlijk attest, des wegens door denzelfden daar op te stellen, telkens binnen veertien dagen, na den laatste dag van de maand, waarin zoodanige leverantie heeft plaats gehad, in duplo aan de generale intendence of aan de beambten, dien zulke concerneren, zullen moeten worden ingezonden.

Werdende de belanghebbenden bij deze geadhorteerd, dat zij te dien aanzien, striktelijk naar de voorenstaande bepalingen te gedragen, als zullende op geene andere dan behoorlijk geregelde en in de vereischte vorm ingezonden declaratie, regard worden geslagen, en de gebrekkige, ten fine van redres, aan de belanghebbenden ter hunne kosten, worden teruggezonden, en zij alzo, alleen aan zich zelve te wijten hebben de verdraging en de betaling en alle zoodanige verdere nadeelige gevolgen, als daaruit voor hun zouden kunnen voortvloeijen.

Amsterdam, De staatsraad intendant-generaal,
den 29 maart 1811.

PUBLIEKE SCHULD VAN HOLLAND.

De rekwestmeester, directeur van het grootboek der publieke schuld van Holland, brengt, bij deze, met betrekking tot de aanstaande afgifte van certificaten van verschenen renten van in het grootboek ingeschreven kapitalen, ter kennis van de belanghebbenden:

Art. 1. Dat de bevoegdheid tot het ontvangen van renten, bij het grootboek zal moeten worden bewezen op de volgende wijze:

- De houders van onbezwaarde rekeningen zullen zich aanmelden met overgifte van een door hen geteekend biljet, houdende opgaven van hun saldo.
- De gemagtigden van houders van onbezwaarde rekeningen, bij speciale procuratie, zullen moeten overleggen de procuratie, welke zal moeten gesteld zijn op een der exemplaren van het daartoe gearresteerd formulier; zullende deze exemplaren, welke bij de boekverkoopers Gebroeders van Cleef, uitgegeven, in de voornaamste plaatsen verkrijgbaar gesteld, en van den stempel der directie voorzien zullen worden, alleen admissibel zijn.
- De gemagtigden van houders van onbezwaarde rekeningen, bij generale procuratie, ingerigt volgens het gestempeld formulier, van wege de directie reeds te voren uitgegeven, zullen moeten vertoonen en afgeven dezelfde procuratie, en zoo mogelijk een door den houder van rekening eigenhandig geteekend biljet tot opgave van zijn saldo, doch, zoo hier omtrent een onmogelijkheid plaats heeft, als dan met een door den procuratiehouder eigenhandig geteekend biljet tot opgave van het saldo van zijn principaal.
- De gemagtigden van houders van onbezwaarde rekeningen, bij generale procuratie buiten lands gepasseerd, zullen moeten overleggen kopij authentiek derzelfde procuratie, benevens een door den procuratiehouder eigenhandig geteekend biljet, tot opgave van het saldo van zijn principaal.

Ten tweeden,

- De fidei commissaire besitters, administrateurs, executeurs, curators, of andere bewindvoerende of belaste personen, zich zelve aanmeldende tot ontvangst van renten, zullen moeten overleggen een geteekend biljet tot opgave van hun saldo.
- De gemagtigden der zoo evengenoemde personen, bij speciale procuratie, tot ontvangst van renten, zullen moeten overleggen dezelfde procuratie, welke zal moeten gesteld zijn op een der exemplaren, van het daartoe gearresteerd formulier; zullende deze exemplaren, welke bij de boekverkoopers Gebroeders van Cleef, uitgegeven, in de voornaamste plaatsen verkrijgbaar gesteld, en van den stempel der directie voorzien zullen worden, alleen admissibel zijn.
- De gemagtigden der zoo evengenoemde personen bij generale procuratie, ingerigt volgens het gestempeld formulier van wege de directie reeds te voren uitgegeven, zullen zich moeten gedragen naar hetgeen bij § 6 van het eerste gedeelte van dit artikel, aan de gemagtigden van houders van onbezwaarde rekeningen bij generale procuratie, is voorgescreven.

